



**HAL**  
open science

# Haut-Karabakh et Ukraine, d'une conflictualité à l'autre et inversement

Gaïdz Minassian

► **To cite this version:**

Gaïdz Minassian. Haut-Karabakh et Ukraine, d'une conflictualité à l'autre et inversement. Les Études du CERI, 2024, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023, 273-274, pp.26-30. 10.25647/etudesduceri.273-274.04 . hal-04459351

**HAL Id: hal-04459351**

**<https://hal.science/hal-04459351>**

Submitted on 15 Feb 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License

## **Haut-Karabakh et Ukraine, d'une conflictualité à l'autre et inversement** *par Gaïdz Minassian*

Rares ont été les spécialistes à observer que la guerre des 44 jours opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan du 27 septembre au 9 novembre 2020 annonçait la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, lancée le 24 février 2022, soit moins de deux ans après celle qui a embrasé le Caucase du Sud. Plus nombreux sont désormais les experts qui considèrent que la Russie, en plein enlisement en Ukraine, n'a plus les moyens d'afficher sa puissance dans le Caucase du Sud, comme l'illustrent en septembre 2023 la défaite arménienne et la mort de la « République du Haut-Karabakh », assimilée à un instrument de nuisance entre les mains de la Russie contre l'Arménie ou l'Azerbaïdjan en fonction de ses intérêts du moment. Cette matrice espace-temps – deux théâtres de guerre chronologiquement si proches autour du bassin de la mer Noire – n'explique pas à elle seule l'ensemble des interactions, qui sont multiples.

### **Des interactions géopolitiques, stratégiques et géo-économiques**

Les interactions entre les conflits au Haut-Karabakh et en Ukraine s'opèrent dans un monde fracturé pendant l'épreuve de la pandémie de Covid-19, propice à une fragmentation du multilatéralisme et à un dérèglement du droit international – y compris le droit international humanitaire –, de telle sorte que le premier volet interactif est géopolitique. Ces deux conflits illustrent en effet la redoutable compétition que les puissances occidentales et les puissances eurasiennes se livrent pour la domination du monde. Pour la Russie, la Chine, l'Iran et la Turquie, l'Occident n'a plus la main sur le monde, c'est tout l'ordre mondial qui entre en pleine mutation<sup>1</sup> ; l'ère d'un monde postoccidental a sonné. Pour les Etats-Unis et l'Union européenne, « le monde est confronté à un choix entre l'autocratie et la démocratie », comme l'a déclaré en 2022 de Taïwan à Erevan, à quelques mois d'intervalles, l'ancienne présidente américaine de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, à savoir d'un côté la Chine, la Russie, l'Azerbaïdjan, et de l'autre Taïwan, l'Ukraine et l'Arménie. Autrement dit, si l'Occident n'est plus le scribe du monde aux yeux des Russes et des Chinois, il leur répond qu'à cette heure, personne d'autre n'est en mesure d'écrire l'histoire mondiale.

De ce volet systémique découlent d'autres facteurs d'interaction, comme le volet stratégique. En 2020, l'un des objectifs de la Russie, de la Turquie et de l'Azerbaïdjan dans l'offensive contre les Arméniens était de reconquérir le Haut-Karabakh pour démonétiser le groupe de Minsk chargé par l'OSCE de rétablir la paix dans la région et coprésidé par les Etats-Unis, la France et la Russie. Cette désoccidentalisation du Caucase du Sud fait écho à la volonté de Vladimir Poutine d'en finir en 2022 avec le régime pro-occidental en Ukraine. A Moscou, le raisonnement est limpide : si en six semaines de guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, l'Occident n'a pas été capable d'aller au-delà d'un appel à un cessez-le-feu, à quoi s'attendre d'autre dans une « guerre éclair » russe contre l'Ukraine ? Or, la réalité a été tout autre, la Russie a raté son calcul en s'enlisant en Ukraine. Ce nouveau rapport de force n'a fait qu'accélérer l'interaction entre ces deux conflictualités, au point que les Etats-Unis et l'Union européenne ont profité des revers russes en Ukraine pour revenir dans le Caucase du Sud avec de nouvelles intentions. Ainsi, en septembre 2022, après

---

<sup>1</sup> Isabelle Facon (dir), *Russie-Turquie. Un défi à l'Occident ?*, Paris, Passés Composés, 2022.

**Carte 3**  
**Arménie-Azerbaïdjan : conflit identitaire et voisinage difficile**



l'agression azerbaïdjanaise contre l'Arménie, la Russie n'a pas répondu à l'appel de Erevan au nom de l'article 4 de la charte de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) sur l'assistance directe des alliés en cas d'agression d'une puissance tierce. Washington et Bruxelles ont alors profité de ce coup de froid entre Erevan et Moscou pour mettre le pied dans la porte des relations russo-arméniennes et ouvrir une brèche stratégique qui ne cesse depuis de s'agrandir.

Afin d'empêcher Moscou de faire empire, les Occidentaux redoublent d'efforts pour marquer leur présence sur le pourtour de la Russie. De l'Ukraine à l'Asie centrale, cette volonté occidentale donne de l'épaisseur au volet géo-économique de l'interaction, où l'on voit s'opposer deux ambitions de désenclavement de l'Europe orientale et caucasienne. La Russie veut contrôler l'Ukraine et son littoral de la mer Noire mais aussi l'Arménie et sa frontière avec l'Iran. Or, Américains et Européens entendent l'en empêcher. La Russie a d'ailleurs tout fait dès 2013 pour que Kiev et Erevan ne signent pas un accord d'association avec Bruxelles. Si Erevan s'est plié à la volonté russe en raison du conflit du Haut-Karabakh, Kiev s'est insurgé contre le diktat de Moscou et a lancé la révolution de Maïdan. La Russie a répondu en annexant la Crimée et en favorisant un séparatisme pro-russe dans le Donbass.

Un peu plus au sud, à peine la guerre du Haut-Karabakh s'est-elle terminée en novembre 2020 par la défaite militaire de l'Arménie, que la Russie a lancé l'idée d'une coopération régionale entre les trois anciennes puissances impériales (Russie, Turquie, Iran) et les trois républiques du Caucase du Sud (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie), sous le format « 3 + 3 », dont la vocation est de réguler le développement économique de cet espace tampon sans la moindre participation de l'Occident. De même qu'elles sont très impliquées dans l'avenir du Caucase du Sud, les trois anciennes puissances impériales sont, à différentes échelles, parties prenantes du conflit en Ukraine. Si les Etats du format « 3 + 3 » ont en commun de ne pas participer aux sanctions contre la Russie, ce processus de convergence frappe par

son hétérogénéité. Ainsi, l'accord entre Moscou et Kiev sous la médiation d'Ankara pour sécuriser l'exportation des céréales ukrainiennes via la mer Noire a été suspendu durant l'été 2023. Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan sont plutôt à la recherche d'une route terrestre qui exposerait moins leurs différends sur la scène euro-méditerranéenne ; et dans cette perspective, la création d'un couloir traversant l'Arménie ou « couloir du Zanguezour » (qui permettrait à l'Azerbaïdjan d'avoir librement accès au Nakhitchevan et à la Turquie) pourrait, à leurs yeux, constituer une alternative crédible. Or, si l'Azerbaïdjan se réjouit de cette perspective, l'Arménie, les Occidentaux et l'Iran s'y opposent fermement. Téhéran a, en effet, conditionné son soutien militaire à Moscou (livraison de drones Shahed) à l'annulation de tout projet de découpage du territoire arménien<sup>2</sup>. Quant à l'Arménie, elle propose, avec le soutien des Occidentaux, son plan de « carrefour de la paix », respectant la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les Etats concernés.

### **D'autres interactions qui sont juridiques, diplomatiques et militaires**

Les interactions sont aussi juridiques en ce sens que, depuis les deux guerres post-soviétiques du Haut-Karabakh et d'Ukraine, le droit pénal international a effectué une nette percée en Europe orientale et caucasienne. La Cour pénale internationale a lancé en mars 2023 un mandat d'arrêt contre le président Vladimir Poutine et la commissaire russe aux droits de l'enfant, Maria Lvova-Belova, pour crimes de guerre en raison de déportations d'enfants ukrainiens. Le président russe est-il devenu un paria ? Il est trop tôt pour le dire, mais sa liberté de circulation est remise en question, y compris chez ses « alliés », comme l'Arménie qui a ratifié en octobre 2023 le Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>3</sup>. Fou de rage, Moscou considère que « l'Arménie prend le chemin de l'Ukraine » alors que Erevan motive sa décision dans le cadre d'un processus de criminalisation du président azerbaïdjanais Ilham Aliiev, accusé de crimes de guerre dans le Haut-Karabakh pendant la guerre de 2020 et lors de l'épuration ethnique de septembre 2023<sup>4</sup>. Dans cette même veine juridique, plus les vagues de sanctions occidentales contre la Russie se durcissent, plus les entreprises publiques et privées des Etats de la région en affaires avec les sociétés russes sanctionnées s'exposent à des mesures coercitives ciblées de la part des Occidentaux. L'Arménie, partenaire économique de la Russie, est potentiellement dans le collimateur des justices occidentales. Or, les Européens pratiquent eux-mêmes une politique de sanctions à géométrie variable. Alors que Bruxelles ne veut plus dépendre du gaz russe, la Commission européenne trouve chez Ilham Aliiev un « partenaire fiable » pour diversifier les approvisionnements des marchés européens. Or la Russie et l'Azerbaïdjan contournent les sanctions en permettant à Bakou de réexporter – discrètement vers l'Ouest et au prix fort – gaz et pétrole russes acquis à bas prix, sachant que 20 % du gisement gazier de Shah Deniz, dans la mer Caspienne, appartiennent à la société russe Lukoil, qui prélève sa part à un tarif élevé. Un véritable marché de dupes où non seulement l'Union européenne achète du gaz russe au prix du marché mais dévalue les démocraties et la diplomatie occidentale aux yeux des opinions publiques mondiales.

Justement, l'interaction entre les deux conflits revêt aussi un volet diplomatique. Lors des

---

<sup>2</sup> L'Iran, qui se méfie du panturquisme entre la Turquie et l'Azerbaïdjan et de la montée du sentiment national au sein des Iraniens d'origine azérie (15 à 17 millions d'habitants surtout au nord de l'Iran), tient à son désenclavement par le nord (Arménie-Géorgie) et à sa frontière avec l'Arménie chrétienne, seul Etat voisin non musulman, au nom de son ambition de dialogue des civilisations.

<sup>3</sup> Cour pénale internationale, communiqué de presse, 17 novembre 2023, <https://www.icc-cpi.int/fr/news/larmenie-devient-partie-au-statut-de-rome>

<sup>4</sup> Après des mois de blocus imposé par Bakou, plus de 100 000 Arméniens du Haut-Karabakh ont fui la province au lendemain de l'opération de l'armée azerbaïdjanaise, les 19-20 septembre 2023.

votes à l'Assemblée générale des Nations unies de résolutions relatives à l'agression de la Russie contre l'Ukraine, l'Arménie a pris ses distances avec Moscou et rejoint souvent le camp des abstentionnistes. Et lors des discussions au Conseil de sécurité des Nations unies sur la situation dans le Haut-Karabakh, cet allié traditionnel de Moscou reçoit le soutien des Etats-Unis et de la France alors que la Russie se montre plus discrète à son égard.

Ces démarches mènent à une réflexion sur le volet militaire de l'interaction autour de deux points : les semi-conducteurs et les alliances. Depuis 2021, l'Arménie est devenue le quatrième Etat exportateur de semi-conducteurs pour le secteur de l'industrie de défense<sup>5</sup>. Entre les investissements américains grâce à l'implication d'ingénieurs de la diaspora arménienne, le développement du secteur des hautes technologies à Erevan et l'arrivée massive de jeunes cadres russes issus de ce domaine d'activité mais refusant d'être mobilisés sur le front ukrainien, l'Arménie se trouve au cœur d'une rivalité entre Russes et Américains et semble de plus en plus pencher du côté américain. Washington est en train d'encadrer l'ensemble du système de sécurité de l'Arménie en parrainant la réforme de son appareil de défense, la création de son service de renseignement extérieur et le premier lancement d'un satellite arménien dans l'espace. Cette compétition se lit aussi dans le domaine des alliances militaires. Comment expliquer par exemple que l'Arménie n'a pas obtenu des garanties de sécurité de la part de Moscou en 2022 lors de l'agression azerbaïdjanaise contre son territoire souverain ? Comment expliquer que Erevan pratique depuis plus de 18 mois la politique de la chaise vide lors des sommets de l'OTSC ? Comment expliquer enfin que l'Arménie n'a toujours pas accepté le déploiement d'une mission de cette organisation de sécurité collective sur son sol alors qu'elle a validé l'envoi d'observateurs de l'Union européenne le long de sa frontière avec l'Azerbaïdjan depuis l'automne 2022 ? L'Arménie n'entend pas sortir pour l'instant de l'OTSC mais sa position en retrait démontre cette dernière de l'intérieur. La question des alliances renvoie aussi aux tergiversations de la Turquie à propos de l'adhésion de la Suède à l'OTAN et de sa politique ambivalente à l'égard de l'Alliance atlantique dans la guerre en Ukraine.

## Deux guerres existentielles, globales et identitaires

Enfin, dernière dimension interactive entre les conflits au Haut-Karabakh et en Ukraine, le volet politique renvoie à deux guerres existentielles<sup>6</sup>. Russes, Ukrainiens, Arméniens et Azerbaïdjanais misent dans ces deux conflictualités sur leur avenir en tant que nations souveraines. Si la Russie l'emporte en Ukraine, cela en sera fini de la souveraineté des républiques postsoviétiques. Si en revanche la Russie est défaite, les Etats de la périphérie russe renforceront leur souveraineté ; la Russie en perte d'influence se présenterait comme un Etat sous la menace de ses voisins : l'OTAN à l'ouest, la Turquie dans le Caucase du Sud et la Chine en Asie centrale. Ces guerres existentielles ou « guerres mondialisées », selon

---

<sup>5</sup> Lire l'article de Marcin Frąckiewicz, *TS2.space*, 31 juillet 2023, <https://ts2.space/fr/larmenie-se-classe-quatrieme-dans-les-exportations-de-semi-conducteurs-pour-lindustrie-de-la-defense/#gsc.tab=0>

<sup>6</sup> Pour les Ukrainiens et les Arméniens, ce sont des guerres de survie. Russes et Azerbaïdjanais disent aussi vivre ces conflits comme des guerres existentielles alors que l'existence de la Russie et de l'Azerbaïdjan n'est point menacée. Mais comme Moscou ne peut pas se penser autrement que sous la forme d'un empire, et Bakou sous la forme d'un Etat conquérant, tout ce qui pourrait porter atteinte à ces ambitions est vécu comme une catastrophe par la Russie et l'Azerbaïdjan.

l'expression de Bertrand Badie<sup>7</sup>, sont à la fois globales et identitaires. Globales, car elles sont de portée mondiale avec une caisse de résonance sociale (diasporas) et économique (hydrocarbures) et font intervenir, non seulement une ambition nationale de projection vers l'extérieur, mais également une volonté occidentale de débranchement des Etats menaçants à l'aide de sanctions visant à les couper des processus de la mondialisation. Identitaires, car si ces conflits redonnent au principe de territorialité une force qu'il avait perdue au profit de la notion plus vague d'espace, ils opposent surtout sur le terrain des formes de nationalismes à caractère social et mémoriel et à dimension historique et postsoviétique. Autrement dit, les peuples voisins de la Russie ont-ils droit à une souveraineté réelle et à une histoire autonome avec le soutien de l'Occident ou sont-ils condamnés à vivre comme des vassaux sans histoire de la Russie néo-impériale, dans le cadre d'une souveraineté russophile ?

\*

\* \*

Plus que jamais la clé de la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dépend de l'itinéraire de la guerre en Ukraine. Alors que l'agression russe contre Kiev entre à partir du 24 février 2024 dans sa troisième année, le processus de désescalade dans le Caucase du Sud est suspendu à la signature d'un compromis de paix entre Erevan et Bakou, à cette heure, sous la médiation occidentale. Or, Bakou n'a aucune raison de se précipiter. A quoi cela sert-il de signer une paix avec l'Arménie si l'évolution du front en Ukraine lui ouvre de nouvelles possibilités et renforce sa position ? Pourquoi aussi s'activer à sceller la paix avec Erevan alors que la relation russo-arménienne se dégrade sans cesse depuis le renforcement des liens entre l'Arménie et l'Occident ? Autre facteur, pourquoi fumer le calumet de la paix avec Erevan, quand les rapports entre l'Iran et Israël, proche de Bakou, se tendent encore depuis l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre 2023 ? Enfin, pourquoi s'impatienter à proclamer la paix avec Erevan quand Bakou, fort de ses liens énergétiques avec les Occidentaux, se sent à l'abri de toute sanction ? D'autant que le régime autoritaire d'Ilham Aliiev n'ignore pas que toute mesure coercitive occidentale contre son régime réduirait à néant la médiation euro-américaine dans le Haut-Karabakh. Or pour éviter un nouvel embrasement dans le Caucase du Sud et ne pas perdre la main sur le processus de paix, Européens et Américains renforcent leur présence dans la région. D'une part, le Conseil européen des 14-15 décembre 2023 a accordé à la Géorgie le statut de candidat à l'adhésion à l'UE, statut qui avait été accordé à l'Ukraine et à la Moldavie en juin 2022. D'autre part, la France et d'autres pays européens ont entamé une coopération militaire directe avec l'Arménie, sinon pour dissuader l'Azerbaïdjan de l'attaquer, du moins pour tenter de rééquilibrer le rapport de force entre Erevan et Bakou. Autrement dit, l'interaction entre les conflits au Haut-Karabakh et en Ukraine tourne, à cette heure, autour d'une alternative : le Caucase du Sud est-il devenu une extension du conflit russo-ukrainien ou constitue-t-il un laboratoire d'éventuelles stratégies d'apaisement des puissances en vue de rétablir la paix autour du bassin de la mer Noire ?

---

<sup>7</sup> « La guerre en Ukraine met-elle la mondialisation à l'épreuve ? », entretien avec Bertrand Badie, *France Culture*, 4 avril 2022, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-grande-table-idees/crise-energetique-la-mondialisation-a-l-epreuve-de-la-guerre-5831061>

**Pour citer ce chapitre** : Gaïdz Minassian, « Haut-Karabakh et Ukraine, d'une conflictualité à l'autre et inversement », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : [www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude](http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude)].